

# ACTION URGENTE

## MEXIQUE. DES PERSONNES EN QUÊTE D'ASILE EXPOSÉES À DES ARRESTATIONS DE GRANDE AMPLEUR

Alors que des négociations ont lieu entre les États-Unis et le Mexique au sujet d'éventuels droits de douane sur les produits mexicains, des centaines de migrants et de personnes en quête d'asile ont été arrêtés à la frontière sud du Mexique sur l'autoroute située à proximité de Metapa, dans l'État du Chiapas. Le 5 juin, des agents des services mexicains de l'immigration et de la Garde nationale ont arrêté environ 400 personnes. Elles ont été emmenées dans un centre de détention déjà surpeuplé, et nombre d'entre elles ont été expulsées le lendemain, sans que leur ait été dûment expliqué leur droit de demander l'asile ou d'examiner d'autres possibilités en matière de migration au Mexique. Le 6 juin, le gouvernement a annoncé le déploiement de 6 000 agents de la Garde nationale à la frontière sud du Mexique.

**PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS**

**Ministre de l'Intérieur**

Olga Sánchez Cordero  
Calle Abraham González No. 48 Col. Juárez,  
Cuauhtémoc Ciudad de México,  
C.P. 06600, Mexique  
Twitter : @SEGOB\_mx @M\_OlgaSCordero

*Madame la Ministre,*

*Je vous écris pour vous faire part de ma préoccupation au sujet de la situation à la frontière sud du Mexique, notamment des arrestations de grande ampleur qui ont touché 400 personnes migrantes et en quête d'asile le 5 juin et du déploiement annoncé de 6 000 agents de la Garde nationale.*

*La détention massive de personnes migrantes et en quête d'asile sans évaluation individuelle préalable est contraire au droit international. Ces détentions et ces expulsions accélérées portent atteinte au droit des personnes qui fuient leur pays de solliciter une protection internationale et à leur droit à une procédure régulière. En outre, le fait de renvoyer des personnes vers des territoires où leur vie ou leur sécurité pourrait être menacée constitue une violation du droit international.*

*Ces mesures exposent les familles migrantes et les enfants migrants à de grands risques, et ne les empêcheront pas de fuir leur pays.*

***Je vous prie instamment d'intervenir sans délai pour empêcher les arrestations arbitraires de personnes migrantes et en quête d'asile, de veiller à ce que des enfants ne soient jamais placés en détention et de remplacer le déploiement de la Garde nationale par une réponse humanitaire passant par une évaluation individuelle des besoins des personnes qui entrent au Mexique.***

*Veillez agréer, Madame la ministre, l'expression de ma haute considération,*

## COMPLEMENT D'INFORMATION

Le 30 mai 2019, le président des États-Unis, Donald Trump, a annoncé que les États-Unis imposeraient des droits de douane de 5 % sur tous les produits en provenance du Mexique si le flux migratoire à la frontière sud des États-Unis n'était pas endigué. Cette annonce a entraîné une série de négociations bilatérales qui se poursuivent à ce jour, et dans le cadre desquelles les États-Unis continuent à menacer d'augmenter les droits de douane au cours des mois à venir si le flux de migrants arrivant à la frontière américano-mexicaine ne diminue pas.

Quelques jours après l'annonce du président des États-Unis, les autorités mexicaines ont mis en œuvre une série de mesures destinées à dissuader les personnes migrantes et en quête d'asile d'entrer par la frontière sud du Mexique. Elles ont notamment procédé à des arrestations de grande ampleur et expulsé au moins 400 migrants, en violation du droit mexicain et du droit international. Le 5 juin, des membres de l'INM (Institut national des migrations), de la police fédérale et de la Garde nationale ont arrêté un groupe d'environ 400 personnes migrantes et en quête d'asile qui marchaient paisiblement le long de l'autoroute située à proximité de Metapa, au Chiapas. Ce groupe comprenait des familles, des adolescent.e.s, des nourrissons et des enfants en bas âge ; certaines personnes étaient titulaires d'un permis de séjour au Mexique, d'autres n'avaient pas de papiers. Beaucoup venaient du Honduras et d'autres pays d'Amérique centrale. Selon les informations reçues par Amnesty International, les personnes arrêtées ont été entassées dans des bus qui les ont conduites au centre de détention pour migrants Siglo XXI à Tapachula, au Chiapas.

Amnesty International a reçu des informations fondées sur le témoignage de personnes appréhendées au cours de cette opération, qui ont dit avoir dû rester dans les bus sur le parking du centre de détention pendant au moins huit heures sans nourriture ni eau, avant d'être placées en détention dans l'établissement, qui était surpeuplé. Cela est particulièrement inquiétant pour les centaines d'enfants et de nourrissons qui risquent d'être détenus dans des conditions extrêmement dangereuses pour leur santé physique et mentale et contraires au droit mexicain, qui interdit le placement d'enfants dans des centres de détention pour migrants.

Ces méthodes brutales viennent compléter la série de mesures de plus en plus dures adoptées en réponse à la présence de milliers de personnes migrantes et en quête d'asile le long de la frontière sud du Mexique ces dernières semaines. Entre autres, des personnes en quête d'asile ont été détenues pendant plusieurs mois dans des cellules conçues pour des séjours de 48 heures, et des procédures d'expulsion accélérées ont été menées sans permettre aux migrantes et migrants de consulter un avocat ou de bien comprendre leurs droits.

Le 6 juin, le gouvernement mexicain a annoncé que le recours à la méthode forte se poursuivrait avec le déploiement de 6 000 agents de la Garde nationale à la frontière sud du Mexique pour faire face à l'entrée des migrants et des demandeurs d'asile.

Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), 400 000 à 500 000 personnes en situation irrégulière arrivent chaque année au Mexique en franchissant sa frontière méridionale, et au moins la moitié de ces personnes pourraient avoir besoin d'une protection internationale en tant que réfugiés. Nombre de ces personnes viennent du Salvador, du Honduras et du Guatemala, qui font partie des pays les plus dangereux au monde, en raison de la violence qui y règne et de l'incapacité des autorités de ces pays à protéger la population.

**LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR ENVOYER VOS APPELS AUX DESTINATAIRES : espagnol ou anglais**

**MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 30 JUILLET 2019.**

**NOM ET PRONOM À UTILISER : des personnes en quête d'asile exposées à des arrestations de grande ampleur [elles]**

**LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : N/A**

